

Un officiel du Pentagone affirme : durant les séances d'information au congrès. nous n'avons pas fait de lien entre l'Iran et Al-Qaïda

PAR KATIE BO WILLIAMS, CORRESPONDANTE PRINCIPALE POUR LA SÉCURITÉ NATIONALE, 27 JUIN 2019 <https://www.defenseone.com/threats/2019/06/pentagon-official-we-didnt-link-iran-al-qaeda-hill-briefings/158082/>



Le secrétaire d'État Mike Pompeo s'en va après avoir pris la parole lors d'un point presse au département d'État, le jeudi 13 juin 2019, à Washington.

"Lors de ces séances d'information, aucun des responsables n'a fait mention d'Al-Qaïda ou de l'autorisation de 2001 d'utiliser la force militaire ", a déclaré le sous-secrétaire à la Défense Mick Mulroy.

Jeudi, un haut responsable de la défense a farouchement nié que des responsables du Pentagone aient dit au Congrès qu'il existait des liens entre Al-Qaïda et l'Iran. Au cœur des tensions récentes entre Téhéran et les États-Unis, certains législateurs ont affirmé que l'administration Trump cherchait à relier le groupe terroriste sunnite et le gouvernement chiite dans le cadre d'un plaidoyer pour la guerre.

" De nombreux hauts responsables de la Défense et moi-même avons fait de nombreux exposés confidentiels à des membres du Congrès et à leurs équipes pour les informer de ces menaces ", a déclaré Mick Mulroy, secrétaire adjoint à la Défense pour le Moyen-Orient, dans une déclaration en réponse aux questions de Defense One. "Dans ces exposés, aucun des responsables n'a fait mention d'Al-Qaïda ou de l'autorisation de 2001 d'utiliser la force militaire ", a-t-il dit, en utilisant une autre orthographe d'Al-Qaïda [al-Qa'ida, NdT] et en faisant référence à l'autorisation donnée après le 11 septembre par le Congrès de faire la guerre au groupe terroriste. En outre, M. Mulroy a déclaré : " À aucun moment le personnel du Congrès n'a posé de questions sur le lien entre Al-Qaïda et l'Iran."

Le Pentagone continue de compter sur l'AUMF 2001 [Autorisation d'utilisation de la force militaire, NdT] pour lutter contre les groupes djihadistes du monde entier, y compris Daech. Certains

législateurs ont précisé que l'administration Trump cherche à utiliser l'AUMF pour autoriser une action militaire potentielle contre l'Iran sans demander l'approbation du Congrès.

Ces craintes trouvent en grande partie leur origine dans des remarques publiques du secrétaire d'État Mike Pompeo, connu pour ses positions bellicistes sur l'Iran, reliant explicitement les deux. "Il n'y a aucun doute qu'il y a un lien. Un point c'est tout. Un point c'est tout ", a déclaré Pompeo lors d'une audition au Sénat en avril.

Lors d'une audience publique tenue plus tôt ce mois-ci, le représentant spécial du département d'État pour l'Iran, Brian Hook, a refusé d'écarter la possibilité d'utiliser l'AUMF 2001. "Nous ferons tout ce que nous sommes tenus de faire en ce qui concerne les pouvoirs de guerre du Congrès, et nous nous conformerons à la loi ", a dit Hook, en s'en remettant aux juristes du ministère.

Il existe des liens avérés entre Téhéran et Al-Qaïda, mais les analystes juridiques affirment que ces liens nébuleux n'atteignent probablement pas le seuil légal permettant d'utiliser l'AUMF de 2001 pour autoriser une action militaire contre l'Iran. Des analystes de la sécurité et d'anciens responsables décrivent Al-Qaïda et les dirigeants iraniens comme ayant des liens tout au plus opportunistes, plutôt qu'une alliance opérationnelle. L'Iran est une nation chiite tandis qu'Al-Qaïda est un groupe sunnite extrémiste ; lors de conflits régionaux, les deux sont souvent dans des camps opposés. Les analystes disent que l'Iran surveille de près Al-Qaïda et à divers moments il y a eu des membres d'Al-Qaïda en Iran, mais ils ont souvent été assignés à résidence. En 2016, le gouvernement Obama a sanctionné trois membres d'Al-Qaïda qui, selon lui, se trouvaient en Iran.

Lors d'une audience ce mois-ci, le représentant du Texas Mac Thornberry, plus important représentant Républicain de la commission des services armés de la Chambre des représentants a déclaré " Pour ce que ça vaut, je ne crois pas que l'AUMF 2001 autorise la force contre l'État iranien. "

Mulroy a déclaré que tant lui-même qu'un fonctionnaire de l'Agence de renseignement de la défense [DIA, Defense Intelligence Agency, NdT] ont informé les législateurs sur " les liens historiques et actuels entre l'Iran et les talibans " et " non pas Al-Qaïda ". (Les talibans sont couverts par l'AUMF 2001 parce qu'ils hébergeaient Al-Qaïda avant les attentats du 11 septembre). "Le représentant de la DIA a décrit les liens historiques entre l'Iran et les talibans, et j'ai expliqué que ces liens sont largement et publiquement connus et mentionnés dans des articles et des livres."

Les propos de M. Mulroy révèlent un désaccord possible entre le département d'État et le ministère de la Défense. Les législateurs disent que le Pentagone a clairement indiqué qu'il ne croit pas avoir l'autorité de frapper l'Iran en vertu de l'ancienne autorisation. Pompeo, quant à lui, n'a apporté aucune garantie de ce style.

"Pompeo ne répondra jamais à une question concernant l'autorisation, alors je ne dis pas que tout ça vient de Pompeo ", a déclaré le sénateur Chris Murphy, élu démocrate du Connecticut après un exposé en mai. "Mais... au ministère de la Défense, ils ont semblé dire clairement qu'ils n'avaient pas d'autorisation au-delà de l'autodéfense. Je crois qu'ils ont dit : "On ne peut pas utiliser l'AUMF [2001] ". "

Pompeo "n'a pas dit, 'je veux aller en Iran et je vais utiliser 2001'", a dit Elissa Slotkin, élue démocrate du Michigan, ancienne fonctionnaire du Pentagone, lors d'une audience des services armés de la Chambre ce mois-ci. Mais, a-t-elle averti, "Il a fait référence à une relation entre l'Iran et Al-Qaïda."

Certains analystes juridiques et politiques estiment que le prétendu effort de l'administration pour utiliser l'ancienne autorisation est un leurre - une sorte de gueule de bois nationale héritée du discours inexact du président George W. Bush sur le lien entre Saddam Hussein et Al-Qaïda pour

justifier son invasion de l'Irak en 2003. En fonction des circonstances, Trump n'aurait probablement pas besoin de l'approbation du Congrès pour lancer une frappe initiale.

Et son procureur général, William Barr, est connu pour avoir une vision exceptionnellement large du mandat présidentiel pour déclencher la guerre.

L'article I de la Constitution donne au Congrès le pouvoir exclusif de "déclarer la guerre", mais l'article II confère au président le pouvoir de diriger les forces américaines en tant que commandant en chef, y compris le pouvoir d'agir en légitime défense pour "repousser des attaques soudaines" contre les États-Unis. La tension avec l'Iran a augmenté depuis mai, culminant la semaine dernière lorsque Téhéran a abattu un drone de surveillance américain au-dessus de ce que les États-Unis disent être des eaux internationales. Trump a ordonné puis annulé les frappes de représailles le jeudi.



En ce qui concerne l'Iran, c'est Trump vs Trump

"Bien sûr, il pourrait y avoir plus tard des contestations au sujet du périmètre de l'AUFM, mais l'événement déclencheur, s'il se produit, sera quelque chose comme une autre attaque de pétrolier ou la destruction d'un drone comme aujourd'hui, et tant que ce qu'ils veulent alors faire est proportionnel, la réponse peut dans ce cas être justifiée par une lecture littérale de l'article II," a déclaré dans un courriel Bobby Chesney, professeur en sécurité nationale de la Texas University School of Law.

"Franchement, au point où on en est, ce n'est pas tellement invraisemblable."

L'étendue des pouvoirs du président en matière de guerre, inhérents à sa fonction, a fait l'objet d'un débat constant et mouvant depuis les premiers jours du pays. Les présidents de toutes les administrations ont adopté une vision de plus en plus large de leur pouvoir en matière de guerre,

traçant des lignes concernant des activités militaires dont il a été déterminé qu'elles étaient en deçà du seuil de la guerre. Au lieu de cela, les présidents ont utilisé les pouvoirs que leur confère l'article II pour revendiquer l'autorité légale afin de diriger diverses opérations de combat, comme l'utilisation par le président Obama de frappes aériennes en Libye.

Mais en théorie, même le pouvoir du président de frapper défensivement n'est pas illimité. Afin de poursuivre tout engagement à long terme, la Maison Blanche devrait, après 60 jours, demander une autorisation en vertu de la Loi sur les pouvoirs de guerre de 1973, bien qu'on puisse soutenir que cette loi a été bafouée sous l'administration Obama et qu'elle a fait l'objet d'âpres discussions sous l'administration Trump.

L'administration Trump continue de soutenir qu'elle privilégie la négociation avec l'Iran, et non pas la guerre.

Cependant, ajoute Mulroy, " le ministère de la Défense a pris des mesures raisonnables pour adapter son dispositif de forces au Moyen-Orient afin de renforcer ses défenses, de dissuader l'Iran d'attaquer les forces américaines et de s'assurer que le président dispose d'un éventail d'options en cas de nouvelles attaques ".